

ÉTUDE

*Les archives de l'édition : un état des lieux**

Jacques Michon
Frédéric Brisson

Depuis une vingtaine d'années, le Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec de l'Université de Sherbrooke consacre ses travaux à l'histoire sociale et culturelle des milieux du livre. Actuellement, le principal objectif de l'équipe est la publication en trois volumes de *l'Histoire de l'édition littéraire au Québec au XX^e siècle*¹. Il va sans dire que la conservation et l'exploitation des archives du livre et de l'édition font partie intégrante de nos activités de recherche. Pour les fins de cet exposé, nous retenons cinq activités où les archives sont mises en valeur : la recherche, l'enseignement, la cueillette de données, la diffusion et l'action conjointe avec les milieux du livre. Dans une première partie, nous allons nous arrêter sur chacune de ces activités et, en deuxième partie, nous présenterons l'enquête que nous avons menée auprès des éditeurs à l'hiver 2002-2003, dont les résultats seront analysés par Frédéric Brisson.

ACTIVITÉS AUTOUR DES ARCHIVES DE L'ÉDITION

La recherche

Avec ceux des éditeurs, les fonds des auteurs constituent les premiers matériaux de l'histoire du livre. Les archives d'auteurs nous fournissent des informations relatives aux principales fonctions des milieux professionnels. On y voit notamment comment s'effectuent la sélection, la production et la diffusion des ouvrages. La correspondance de l'auteur avec ses pairs et ses éditeurs nous renseigne sur les dessous du métier, ses obligations et ses contraintes. On y découvre les ramifications de la vie intellectuelle, les critères de sélection des maisons d'édition et les influences de la censure et de l'autocensure. Certains fonds très riches, comme ceux de Pamphile Le May, de Lionel Groulx ou d'Alfred Desrochers, contiennent en plus des renseignements qui permettent

* Ce texte est une version révisée d'une conférence donnée par les auteurs dans le cadre du 32^e congrès de l'Association des archivistes du Québec tenu à Trois-Rivières du 12 au 14 juin 2003.

de comprendre la dynamique du marché du livre et l'évolution du métier d'éditeur au Québec².

La correspondance de Pamphile Le May, conservée à la Bibliothèque nationale du Québec (BNQ), nous permet de suivre l'évolution des rapports entre l'écrivain et son public au tournant du siècle. L'arrivée de gros joueurs comme la Librairie Beauchemin et Granger Frères, le transfert des activités éditoriales de Québec vers Montréal, le recul de l'édition par souscription, le fléau de la piraterie littéraire, le décloisonnement des régions dans la diffusion du livre et l'augmentation de la taille des entreprises d'édition et de distribution au début du XX^e siècle sont des phénomènes bien visibles dans les lettres de l'auteur du *Pèlerin de Sainte-Anne* et des *Contes vrais* écrits avec son gendre Téléphore de Saint-Jorre qui était son agent littéraire à Montréal.

Le fonds Lionel Groulx du Centre de recherche Lionel-Groulx renferme des pièces qui témoignent du passage de la Bibliothèque d'Action française à la Librairie d'Action canadienne-française fondée par Albert Lévesque en 1926. Le fonds Alfred DesRochers, déposé aux Archives nationale du Québec à Sherbrooke, nous donne la suite de cette histoire en montrant le rôle de DesRochers dans la constitution du réseau des écrivains publiés par Albert Lévesque, qui a contribué au renouvellement de la littérature canadienne-française des années 1930. Le fonds DesRochers nous fait également assister à la naissance des Éditions du Totem d'Albert Pelletier qui a participé, lui aussi, à l'éclosion d'une nouvelle littérature dans les années 1930 avec le lancement, entre autres, d'*Un homme et son péché* de Claude-Henri Grignon et des *Demi-civilisés* de Jean-Charles Harvey.

Les archives des maisons d'édition nous renseignent par ailleurs sur tous les aspects intellectuels et économiques du métier : la fabrication des ouvrages, les tirages, le public visé, la gestion des fonds littéraires, le financement, les coûts de production et les résultats des ventes. Les archives des Éditions Fides sont exemplaires à cet égard. On y trouve tous les dossiers relatifs aux différentes activités commerciales et littéraires d'une maison d'édition de littérature générale. Il s'agit là toutefois d'un cas unique. Les archives d'éditeurs sont rarement aussi complètes.

Pour le début du siècle, seuls le fonds des Éditions Édouard Garand localisé à l'Université de Montréal et les archives des Éditions Beauchemin, disponibles chez l'éditeur, donnent un aperçu des activités des maisons d'édition avant la Deuxième Guerre mondiale.

Les archives des Éditions Garand sont révélatrices des stratégies d'une entreprise qui fut la plus importante dans le domaine de la littérature populaire dans les années 1920. Pour la première fois, en effet, un éditeur québécois s'attaquait à un marché dominé par de grandes maisons européennes, comme Flammarion, Hachette et Fayard, en offrant de petits romans à 25 sous signés par des auteurs locaux. Le fonds Garand nous montre comment, avec une équipe relativement réduite et un petit bassin d'auteurs, un éditeur a réussi à faire fortune, à trouver de nouveaux débouchés pour le livre populaire et à s'imposer durant plus de dix ans dans un secteur où la concurrence était vive.

Incomplètes et non classées, les archives de la Librairie Beauchemin permettent néanmoins de retracer les principales activités d'une maison en plein essor au début du siècle et qui a dominé le monde du livre jusqu'à la Révolution tranquille. Les

procès-verbaux des réunions du conseil d'administration couvrant les cinquante premières années de l'entreprise, incorporée en 1902, font état de l'importance et de la complexité de cette société touchant à tous les secteurs de la chaîne du livre : imprimerie, édition de livres et de périodiques, reliure, librairie, vente au détail et commerce de gros³. Malheureusement, les archives des maisons d'édition fondées avant 1960 sont souvent incomplètes quand elles ne sont pas tout simplement disparues, dispersées ou détruites.

Afin de combler les lacunes des archives et de compléter les chaînons manquants de l'histoire du livre, notre équipe s'emploie à recueillir sur cassettes les témoignages des principaux acteurs du milieu du livre. Nous disposons aujourd'hui d'une collection de près de deux cents entrevues qui servent à la reconstitution de cette mémoire éditoriale disparue. On sait que 80 % des connaissances des gens de métier ne sont pas écrites. Ce savoir, inscrit dans les usages et les coutumes, se transmet de génération en génération, au sein d'entreprises qui forment elles-mêmes leur propre personnel. D'où la nécessité d'en recueillir les traces à l'aide des témoignages des professionnels qui ont œuvré dans le domaine.

L'enseignement

Les séminaires de 2^e et de 3^e cycle en histoire de l'édition et le certificat en histoire du livre et de l'édition, offerts au Département des lettres et communications de l'Université de Sherbrooke, encouragent ce type de recherche dans les fonds d'archives et auprès des éditeurs encore vivants. Les étudiants sont invités à dépasser les sources imprimées, à effectuer des enquêtes orales et à mener des travaux sur le terrain. C'est dans cet esprit qu'un cours d'initiation aux archives éditoriales a été inauguré au 1^{er} cycle, en septembre 2003. Aux études supérieures, depuis une vingtaine d'années, vingt-quatre mémoires de maîtrise et onze thèses de doctorat sur l'édition au Québec ont été soutenus⁴.

La cueillette de données

Les contacts que les chercheurs et les étudiants établissent avec les professionnels du livre et les témoins du passé, les amènent à repérer et à découvrir de nouveaux fonds d'archives. Certains de ces fonds sont confiés à l'équipe de recherche sur l'édition littéraire, d'autres sont acquis par des organismes publics ou demeurent chez les particuliers. C'est ainsi qu'au fil des ans, nous sommes devenus, un peu malgré nous, les gardiens et les propriétaires de quelques fonds de maisons d'édition disparues :

Les Éditions du Lévrier, dirigées par les dominicains de 1937 à 1975; ce fonds qui nous a été légué par le frère Luc Lacroix o.p. contient la correspondance avec les auteurs, des éditeurs français dont le Lévrier a réédité certains ouvrages durant la Seconde Guerre mondiale et une partie importante des archives de la Société des éditeurs canadiens du livre français pour les années 1943 à 1961.

Les Éditions Fernand Pilon, actives de 1947 à 1951, ont édité notamment les œuvres d'Alphonse Piché et d'Adrienne Choquette; ce fonds qui nous a été donné par l'éditeur lui-même contient des dossiers de presse et une correspondance avec les écrivains de la maison.

Les Éditions France-Livre, maison d'édition et de distribution de livres populaires; ce fonds acquis de Roland Houde est essentiellement constitué d'un livre de comptes où sont consignées les transactions de la maison au cours des années 1946 à 1952⁵.

Certaines correspondances inédites nous ont également été cédées comme celle de Rudel-Tessier avec l'éditeur Bernard Valiquette (1940-1945), qui nous a été remise par Hélène Rudel-Tessier.

Mais nous n'avons pas l'intention de nous substituer aux bureaux d'archives déjà en place. Pour préserver ce patrimoine, nous privilégions plutôt la collaboration avec les dépôts d'archives. C'est ainsi que, par notre intermédiaire et grâce à la générosité d'Alain Horic, le fonds des Éditions de l'Hexagone (1953-1990) se trouve au Bureau des archives de l'Université de Sherbrooke où sont logés plusieurs fonds d'auteurs, riches en informations sur le monde de l'édition des années 1940, 1950 et 1960 :

- Le fonds Jean-Charles-Harvey qui contient une volumineuse correspondance avec Paul Michaud, l'éditeur de l'Institut littéraire du Québec;
- Le fonds Émile-Charles-Hamel : le créateur est co-fondateur des Éditions du Manitou et auteur prolifique dont la plus grande partie de son œuvre demeure encore inédite;
- Le fonds Anne-Hébert qui contient plusieurs manuscrits de l'auteur.

L'histoire du livre permet de donner à tous ces fonds une cohérence accrue et de valoriser une profession qui est au cœur de la vie intellectuelle québécoise.

La diffusion

La diffusion des informations sur les archives éditoriales fait également partie de notre mandat. À cette fin, nous organisons des expositions, nous publions un bulletin semestriel et nous publions des inventaires de fonds liés à l'histoire du livre⁶. Dans la collection Cahiers du GRELQ, publié aux Éditions Ex Libris, nous faisons paraître également des études à tirage limité, destinées aux spécialistes. Dans cette collection, nous avons publié, en outre, de Paul Aubin et Michel Simard, l'inventaire de la correspondance du Département de l'instruction publique avec les éditeurs de manuels scolaires, conservée aux Archives nationales du Québec à Québec⁷. La publication de ces documents vise à encourager le développement des recherches dans un secteur encore mal connu.

Action conjointe

Nous menons aussi des actions conjointes avec les milieux du livre, les bibliothèques et les sociétés savantes afin de valoriser, de faire connaître et de développer les ressources archivistiques liées à l'histoire du livre. C'est dans cette perspective que nous avons organisé au Salon du livre de Montréal en novembre 2000, en collaboration avec la revue *Livre d'ici*, un atelier sur « Les Archives de l'édition ». La réponse positive des participants nous a amenés à élaborer, avec Antoine Del Busso, un projet intégré de maison du livre gravitant autour des archives de l'édition et inspiré de l'Institut Mémoires de l'édition contemporaine (IMEC). Cette structure réunirait les éléments suivants :

- Un centre de documentation sur les métiers du livre;
- Un centre d'archives;

- Un lieu de formation professionnelle ;
- Un lieu d'animation comprenant conférences, colloques et expositions.

En août 2002, Lise Bissonnette, la présidente-directrice générale de la Bibliothèque nationale du Québec, a convoqué les éditeurs pour donner suite à ce projet et en évaluer la pertinence. L'Association nationale des éditeurs du livre, par la voie de son assemblée générale, a donné son aval au projet en septembre 2002 et un comité de travail a aussitôt été mis sur pied pour procéder à l'étude de faisabilité⁸ du projet.

Dans un premier temps, il a été convenu d'effectuer une enquête auprès des éditeurs afin d'évaluer l'importance de leurs archives, d'identifier leurs besoins et de sonder leur intérêt pour ce genre de projet. Ce mandat a été confié à la Chaire de recherche du Canada en histoire du livre et de l'édition qui, pour mener à bien l'enquête, a retenu les services de Frédéric Brisson, inscrit au doctorat à l'Université de Sherbrooke. Les critères utilisés pour établir l'échantillon de départ étaient les suivants :

- Maisons fondées avant 1980 et publiant plus de 10 titres par année ;
- Maisons représentatives des différents secteurs de production : littérature générale, secteur didactique et autres ;
- Exclusion des maisons d'édition rattachées à des institutions gouvernementales (bibliothèques, musées, Éditeur officiel) ou à des maisons d'enseignement (collèges, universités) ;
- Représentativité des régions et des groupes linguistiques dominants.

Ces critères ont permis d'établir une liste de 35 maisons d'édition considérées comme représentatives. De ce nombre, 30 ont répondu à l'appel (voir annexe) ; géographiquement, elles se répartissent, comme suit :

- 25 maisons de Montréal dont une anglophone ;
- 1 maison de Québec ;
- 2 maisons situées en région et 2 maisons francophones de l'Ontario.

RÉSULTATS D'UNE ENQUÊTE SUR LES ARCHIVES DE L'ÉDITION*

Cette enquête sur les archives de l'édition au Canada français se divise en trois parties. La première concerne le contenu et le volume des archives qui ont été examinées chez les éditeurs. Il est à noter que cette enquête ne concerne que les archives définitives, c'est-à-dire celles qui n'ont plus de valeur légale et ne sont plus nécessaires pour les activités courantes de l'entreprise. La seconde partie est consacrée aux informations qui ont été amassées par le biais du questionnaire rempli en compagnie des éditeurs. Quant à la troisième, elle fait état des préoccupations exprimées par les éditeurs face à la gestion de leurs archives.

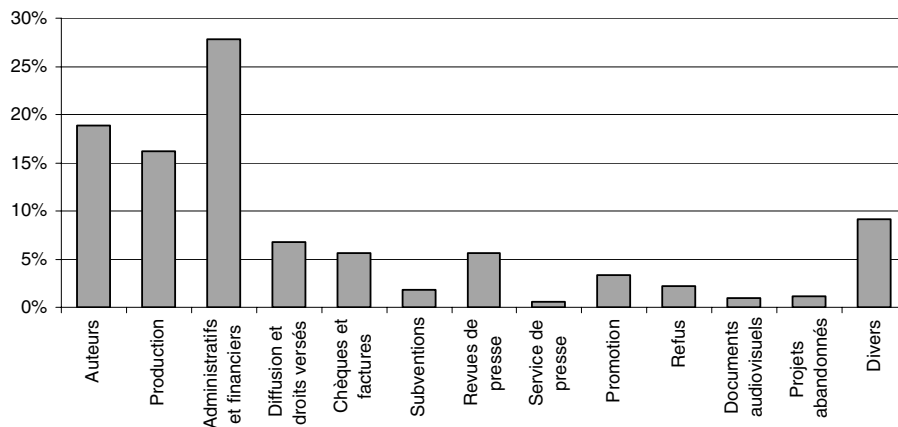
Contenu des archives

Au total, 740 mètres linéaires d'archives définitives ont été mesurées chez les 30 éditeurs visités. Ces 740 mètres sont composés d'un très vaste éventail de

* Enquête réalisée par Frédéric Brisson.

documents : pour qu'il soit possible de s'y retrouver, les documents ont été classés selon le type de dossiers auxquels ils appartiennent. Treize types de dossiers ont été identifiés, permettant ainsi de rendre compte de l'ensemble des documents rassemblés par les maisons d'édition.

FIGURE 1
Répartition des types de dossiers examinés chez les éditeurs



Le premier type de dossier examiné est celui des auteurs. Il se trouve, pour des raisons évidentes, dans chaque maison, et se compose généralement de contrats d'édition et de correspondance. Les dossiers « Auteurs » représentent 19 % de l'ensemble des archives mesurées. Notons qu'il est souvent difficile de distinguer dans ces dossiers les documents inactifs des documents actifs.

Le second type de dossiers concerne la production des livres. La majeure partie de ces archives est constituée d'un ou plusieurs états de manuscrits, notamment la copie initiale annotée par le lecteur de la maison, une copie annotée par la direction littéraire, une copie revue par l'auteur et enfin la copie contenant les corrections finales. Les autres documents qui figurent dans ces dossiers sont ceux qui concernent l'impression des ouvrages (les factures de l'imprimeur, les évaluations de coût), l'illustration, la création de la maquette du livre et diverses demandes de l'éditeur (direction littéraire, révision linguistique).

Les dossiers administratifs et financiers sont les plus importants en volume : ils constituent 28 % de l'ensemble. Sont inclus dans cette catégorie les états financiers, la comptabilité, les ordres du jour et les procès-verbaux de diverses réunions, les acquisitions et les ventes de droits sur des titres, de même que d'autres contrats et de la correspondance avec des partenaires d'affaires, les analyses de marché, ainsi que les divers documents relatifs à la direction commerciale, à la direction littéraire, à la gestion des ressources humaines, à la fondation et à la propriété de la maison, et à d'autres sujets connexes. Si ces documents sont aussi variés, c'est qu'ils sont souvent entremêlés chez les éditeurs. Il est donc impossible, pratiquement, de les départager.

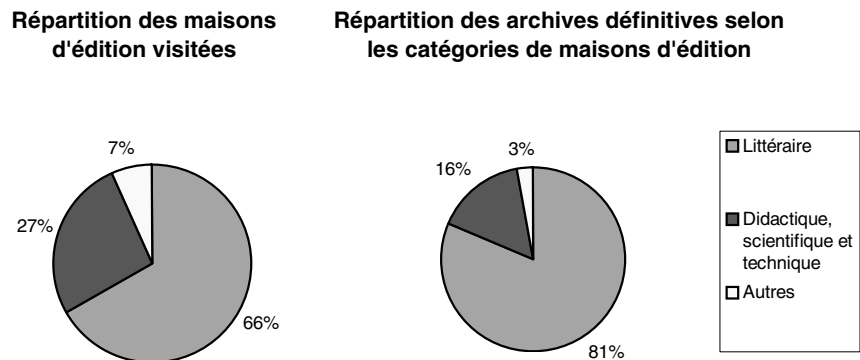
L'intérêt des dossiers administratifs et financiers, du point de vue culturel et historique, est également remarquable, puisque ces archives contiennent les balises qui ont jalonné l'histoire de la maison, les décisions marquantes autant du point de vue commercial que littéraire, les contingences matérielles et la correspondance des directeurs de l'entreprise.

Les autres catégories de documents représentent chacune moins de 10 % de l'ensemble. Essentiellement, il s'agit :

- des « Rapports de vente » (7 %), composés des rapports fournis par le diffuseur/distributeur et des relevés des droits versés aux auteurs ;
- des « Chèques et factures » (6 %), dossier volumineux, mais que très peu de maisons conservent ;
- des dossiers « Subventions » (2 %), qui comportent de nombreuses informations sur les finances des maisons et sur leurs relations avec les organismes subventionnaires ;
- des dossiers « Revues de presse » (6 %), compilant les critiques parues dans divers journaux et magazines au sujet des livres publiés ;
- des dossiers « Service de presse » (1 %), composés de listes d'envoi de livres et de communiqués de presse aux journalistes et critiques ;
- des dossiers « Promotion » (3 %), relatifs à la publicité dans les journaux, aux divers moyens de promotion et à la participation de la maison à des salons du livre ;
- des dossiers « Refus » (2 %), contenant des manuscrits non retournés, des copies de lettres de refus ou d'un rapport de lecture négatif ;
- des documents audiovisuels (1 %), comportant des photographies des directeurs, employés ou auteurs de la maison, ainsi que des cassettes audio ou vidéo sur lesquelles sont enregistrées des entrevues à la radio ou à la télévision ;
- des dossiers qui font état de projets abandonnés pour toutes sortes de raisons (1 %) ;
- et, enfin, des dossiers « Divers » (9 %), incluant principalement des catalogues de livres produits par les maisons, ou encore des documents relatifs aux activités professionnelles : participation à l'Association nationale des éditeurs du livre (ANEL), statistiques sur l'édition, etc.

Les archives définitives des trente maisons d'édition visitées représentent 740 mètres linéaires de documents, ce qui revient à une moyenne de 24,7 mètres linéaires par maison. Cependant cette moyenne ne devient significative que si elle est répartie par secteur d'activité. En effet, 81 % des documents sont conservés dans les maisons à vocation littéraire alors que les maisons du secteur didactique, scientifique et technique n'en détiennent que 16 %, et les autres éditeurs, 3 %. Pourtant, le nombre d'éditeurs littéraires visités ne représente que 66 % de l'ensemble des maisons visitées, soit vingt maisons sur un total de trente. Huit maisons du secteur didactique ont participé à l'enquête, soit 27 %, et deux du secteur « autres », soit 7 %. Cette disproportion résulte des différentes préoccupations des éditeurs eux-mêmes face à leurs archives. Nous reviendrons sur ce point ultérieurement.

FIGURE 2



Parmi les maisons visitées, huit disposent de collections d'archives remarquablement complètes, en volume et en diversité de documents. L'une d'elles constitue d'ailleurs une exception notable, étant la seule parmi les maisons d'édition du secteur didactique à accorder une véritable importance aux archives et à disposer d'un fonds d'archives complet. D'autres éditeurs ont des fonds d'archives qui sont moins diversifiés, mais plus concentrés dans une catégorie particulière : par exemple, un riche fonds de dossiers auteurs, des dossiers de production très fouillés pour certains titres, ou des dossiers administratifs complets pour une certaine période de temps.

Informations complémentaires

Outre l'évaluation quantitative, cette enquête comportait un questionnaire à remplir en présence des éditeurs afin d'évaluer la qualité et l'état de conservation des dossiers.

Ainsi, nous avons pu constater que la période couverte par les dossiers inactifs est très variable; néanmoins, la plupart du temps, quelques documents au moins remontent à la fondation de la maison. Cependant, la plupart des éditeurs ne sont pas très sûrs des types de dossiers qui ont pu être détruits, et ce, surtout sous le règne de leurs prédécesseurs. Quant aux archives numériques, elles sont conservées la plupart du temps sur CD-ROM et contiennent les versions finales des manuscrits.

Enfin, les documents examinés sont généralement en bon état. La grande majorité des éditeurs conservent leurs archives dans leur entrepôt principal, adéquatement chauffé et isolé, ou alors dans leurs bureaux.

Préoccupations des éditeurs

Le dernier élément du questionnaire consistait à recueillir les préoccupations des éditeurs face à leurs archives. Devant l'accumulation continue de documents, les éditeurs ont chacun leur façon de réagir. Ces réactions sont toutefois modulées en fonction de deux approches.

La première serait celle de la « perspective historique ». Les éditeurs qui adoptent une telle perspective veulent conserver, outre les livres qu'ils produisent, des traces de

leur activité d'éditeur. Ils sont généralement conscients de l'impact que peut avoir leur maison d'édition sur le cours des idées et sur la culture de leur société, et ils veulent transmettre cette mémoire aux générations futures. Ce sont ces éditeurs qui choisissent de conserver leurs archives, même si elles sont devenues inactives.

La seconde approche pourrait être appelée « utilitariste ». Pour les tenants de cette ligne de conduite, la seule raison de conserver un document réside dans son utilité pratique, légale, administrative ou autre. Lorsqu'un document devient obsolète, il est illogique dans leur perspective de le conserver en raison des pertes de temps et d'espace que cela entraîne. Les documents « inutiles » sont donc détruits aussitôt que possible. Par conséquent, les archives définitives sont quasi inexistantes chez ces éditeurs.

En général, les tenants de l'approche utilitariste sont les éditeurs des domaines didactique, scientifique ou pratique. Les éditeurs qui œuvrent en littérature, en art ou en sciences humaines ont, quant à eux, une nette tendance à donner une perspective historique à leur activité. Cette position n'est toutefois pas exclusive : au moins un éditeur littéraire a adopté l'approche utilitariste, tandis qu'au moins un éditeur didactique a choisi la perspective historique.

En soi, la décision de conserver des archives définitives au sein d'une maison traduit la volonté de s'inscrire dans l'histoire. Pour un des éditeurs interrogés, les archives sont « un patrimoine ». Il voit personnellement à ce que les archives soient triées et bien conservées. Un second déclare que « les archives sont très importantes » et qu'il s'agit d'une « priorité haute de laisser des traces du travail de l'éditeur ». Ainsi, même la correspondance électronique avec les auteurs est imprimée et conservée. Un autre, résumant en quelques mots le vœu exprimé par plusieurs, dit vouloir « préserver la mémoire de sa maison ». C'est aussi le cas d'un autre éditeur pour qui « il y a un objectif de mémoire pour les générations futures. Un livre, déclare-t-il, ne tombe pas du ciel ; il y a tout un travail qui se fait sur le manuscrit et ce travail doit être démontré ». C'est dans ce but que cet éditeur conserve, pour quelques ouvrages, tous les documents qui ont servi à la transformation du manuscrit en livre.

Enfin, un autre éditeur fait remarquer que la période actuelle constitue une période charnière de l'histoire de l'édition, celui d'un changement de génération, et que, avec le départ à la retraite des baby-boomers, la mémoire de nombreuses maisons qui ont émergé depuis les années 1960 risque de s'éteindre d'elle-même. Il importe donc, selon cet éditeur, de préserver cette mémoire et de la transmettre à la nouvelle génération d'éditeurs, sans quoi celle-ci restera ignorante des actions de ses prédécesseurs et sera privée de points de repère essentiels.

Quant à la gestion des archives, la principale question posée par plusieurs éditeurs est exprimée de façon toute simple par l'un d'entre eux : « Quoi garder ? ». En effet, une fois posée l'importance de perpétuer la mémoire de la maison, il reste à faire le tri, de façon pratique, entre ce qui a de l'importance et ce qui n'en a pas. Manifestement, cette distinction n'est pas chose aisée. La disparité observée dans la nature des documents conservés par les éditeurs en témoigne.

Sur un autre plan, il ne suffit pas de déterminer ce qui doit être conservé ou non ; il faut encore consacrer aux archives le temps nécessaire pour les classer et l'espace approprié pour les entreposer. Ces coûts, d'ailleurs, sont loin d'être négligeables et ont

un impact sur le sort des archives. La perspective historique n'exclut pas un nécessaire pragmatisme. Chez certains éditeurs, par manque de temps, les archives définitives sont conservées mais ne sont pas classées, et il est donc impossible de les consulter. Chez d'autres, par contre, les outils pour les repérer sont efficaces et régulièrement mis à jour.

Manifestement, ce ne sont pas tous les éditeurs qui sont prêts à assumer les coûts reliés à l'espace. Le problème est particulièrement criant pour les éditeurs situés au centre-ville de Montréal. Dans un cas au moins, le coût de location du local met en péril une collection complète d'archives. Des solutions ont cependant pu être trouvées par certains éditeurs. L'un d'entre eux, lors de rénovations, a aménagé un sous-sol destiné à recevoir les archives. Un autre fait affaire avec une entreprise spécialisée dans l'archivage.

Remarques générales

Cette enquête, menée à l'hiver 2002-2003, a permis de recueillir plusieurs informations sur la situation des archives éditoriales au Québec et au Canada français. Cette situation, d'ailleurs, restait jusqu'à maintenant fort peu connue.

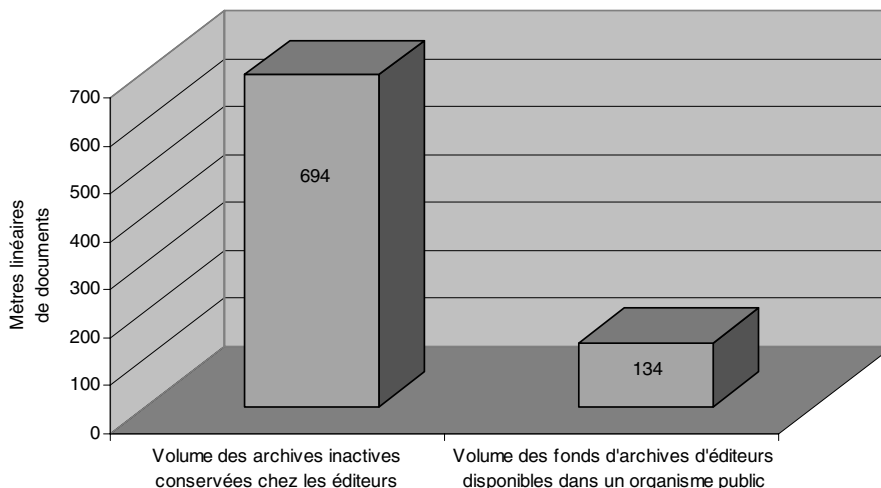
D'abord, les archives définitives des éditeurs sont loin de constituer une masse écrasante. Ensemble, les trente maisons visitées ont conservé moins d'un kilomètre linéaire d'archives définitives. Pour prendre un point de comparaison, ce chiffre est loin des deux kilomètres de documents que représente à lui seul le fonds de la Librairie Hachette déposé à l'IMEC, l'Institut Mémoires de l'édition contemporaine, en France.

Néanmoins, ces quelques centaines de mètres de documents sont composés d'un éventail de dossiers des plus diversifiés. Toutes les facettes de la profession d'éditeur y sont représentées : les relations avec les auteurs, les confrères éditeurs, les diffuseurs/distributeurs, les organismes subventionnaires, la critique et le public, sans oublier les documents concernant la marche interne de la maison, la direction commerciale et la direction littéraire.

Par ailleurs, notons que quelques fonds d'éditeurs ou d'associations professionnelles d'éditeurs sont déjà déposés dans des institutions québécoises. Une recherche exploratoire a permis de recenser 33 de ces fonds qui représentent 134 mètres linéaires de documents. Ces fonds publics réunissent des documents autant d'éditeurs actifs que d'éditeurs disparus. La figure suivante illustre la répartition du volume des archives privées et publiques en mètres linéaires répertoriées jusqu'ici⁹.

En terminant, si l'on veut tenter de projeter les résultats de l'enquête sur l'ensemble du Québec, il faut remarquer que le présent sondage représente beaucoup plus qu'un simple coup de sonde. Les maisons sélectionnées à l'origine constituent l'ensemble de celles qui ont été fondées avant 1980 et qui ont maintenu un certain niveau d'activité. Il va de soi qu'une maison fondée après 1980 n'a pu amasser une somme considérable d'archives définitives, en raison de son jeune âge. De plus, le sondage démontre que les maisons des secteurs didactique, scientifique et technique conservent très peu d'archives définitives. Il resterait donc, pour obtenir une évaluation globale du total des archives définitives réelles, à visiter les quelques éditeurs littéraires qui n'ont pas participé au sondage. En extrapolant, en prenant en compte le total des archives

FIGURE 3



définitives conservées par les éditeurs sondés et ceux qui ne l'ont pas encore été, on pourrait estimer à environ un kilomètre linéaire l'ensemble des archives de l'édition actuellement disponibles.

CONCLUSION

Les archives éditoriales sont au cœur de l'histoire intellectuelle d'une collectivité. La nécessité de les préserver devrait donc nous préoccuper au plus haut point. Comme on le constate dans cette enquête, la plus grande partie de ces archives appartient au secteur privé. Notre démarche voudrait amener les éditeurs à réfléchir sur la nécessité de les sauvegarder et de les ouvrir à la consultation publique.

Doit-on rassembler les archives définitives dans un lieu unique afin d'en assurer la conservation et la diffusion, comme nous l'avons proposé avec le projet de maison du livre? Ou tout simplement encourager les éditeurs à se doter d'un service d'archives dans leur propre entreprise? Loin de s'opposer, ces deux solutions nous apparaissent plutôt complémentaires, voire nécessaires; l'important étant, d'une manière ou d'une autre, de préserver de la destruction cette mémoire qui fait partie de notre histoire commune.

Jacques Michon Titulaire de la Chaire de recherche du Canada en histoire du livre et de l'édition. Université de Sherbrooke

Frédérique Brisson Étudiant au doctorat. Université de Sherbrooke

NOTES

1. Le premier volume, consacré aux années 1900-1939, est paru chez Fides en 1999. Le deuxième volume, qui va du début de la Seconde Guerre mondiale à la fin du régime Duplessis (1940-1959), paraîtra en 2004. Quant au troisième volume, qui couvrira la période qui va du début de la Révolution tranquille à l'an 2000, il devrait paraître en 2007.
2. À propos des relations de Groulx avec ses éditeurs d'après sa correspondance, voir Marie-Pier Luneau, *Lionel Groulx, le mythe du berger*, Montréal, Leméac, 2003.
3. Voir François Landry, *Beauchemin et l'édition au Québec (1840-1940), une culture modèle*, Montréal, Fides, 1997.
4. Quelques-uns de ces travaux ont été publiés. C'est le cas, notamment, des ouvrages de Marie-Pier Luneau et de François Landry cités plus haut, de Silvie Bernier, *Du texte à l'image : le livre illustré au Québec*, Québec, PUL, 1990, de Josée Vincent, *Les Tribulations du livre québécois en France (1959-1985)*, Québec, Nuit blanche éditeur, 1997 et de Josée Marcoux, *Littérature jeunesse au Québec, Éditions Paulines 1947-1995*, Montréal, Médiaspaul, 2000.
5. Mentionnons aussi le fonds Albert-Lévesque (1940-1979), légué par la veuve de l'éditeur, Anita Fontaine, qui couvre la période postérieure à la vente de la maison d'édition.
6. À titre d'exemple, signalons, l'exposition organisée par nos soins en 1991, où nous avons fait connaître les épreuves du *Songe* de Vercors, illustré par Léon Masson, un ouvrage de luxe qui devait paraître aux Éditions Lucien Parizeau en 1946 et qui n'a pu voir le jour à cause de la faillite de l'éditeur. Les quelques rares épreuves qui nous sont parvenues se retrouvent aujourd'hui dans des fonds privés. On peut en avoir un aperçu dans le catalogue de l'exposition publié à cette occasion : *Livre & littérature, éditeurs littéraires du Québec des années 40 et 50*, Sherbrooke, GRELQ, 1991, 58 p.
7. Le premier volume portant sur la période 1842-1899 est paru aux Éditions Ex Libris en 1997. Le deuxième volume (1900-1920) paraîtra en 2004.
8. Le comité « Mémoires de l'édition » est composé de Lise Bissonnette, présidente-directrice générale de la BNQ, de François David, représentant les Archives nationales du Québec, de Claude Fournier, BNQ, de Jacques Michon, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en histoire du livre et de l'édition de l'Université de Sherbrooke, de Michel Sarra-Bournet, représentant de l'ANEL, et de Jean-Guy Théoret, BNQ.
9. Parmi les éditeurs visités, deux d'entre eux ont déjà déposé leur fonds dans un organisme public. Il faut donc soustraire le volume de ces fonds, soit 46 mètres linéaires, du volume total de l'enquête (740 m).

ANNEXE

Maisons d'édition qui ont participé à l'enquête

<u>Maison d'édition</u>	<u>Date de fondation</u>
Alain Stanké	1975
Art Global	1972
Beauchemin	1842
Boréal	1963
CEC	1956
Courte échelle	1978
Écrits des forges	1971
Fides	1937
Gaëtan Morin	1977
Graficor	1978
Griffon d'argile	1969
Guernica	1978
Herbes rouges	1968
Hurtubise HMH	1960
JCL	1977
Leméac	1957
Libre expression	1976
Médiaspaul	1947
Modulo	1975
Mortagne	1978
Noroît	1971
Novalis	1936
Phidal	1979
Prise de parole	1973
Remue-ménage	1976
Saint-Martin	1974
Sogides (Jour, Homme)	1967
Triptyque	1977
Véhicule Press	1973
Ville-Marie Littérature	
(Éd. de l'Hexagone	1953)
(VLB éditeur	1976)

Nous tenons à remercier Michel Sarra-Bournet, de l'Association nationale des éditeurs de livre (ANEL), qui nous a mis en contact avec la plupart des éditeurs et qui a grandement facilité le déroulement de l'enquête.